

CIBLE

Grèce

La dette est « hors de contrôle », la récession se creuse : les plans de rigueur successifs ne parviendront pas à empêcher le défaut de la Grèce. Pourtant, les maîtres de la zone euro et le FMI continuent d'imposer, avec la collaboration du gouvernement grec, des programmes de paupérisation d'une dureté inouïe.

Les oligarques espéraient que cette thérapie de choc assommerait les Grecs, décriés infâmes en raison de la fraude fiscale massive et coutumière.

Les moralistes de Francfort et de Bruxelles oublient de dire que la catastrophe grecque a été provoquée par la surévaluation de l'euro, particulièrement redoutable pour une économie peu développée. Et ils ne voient pas que leur pari est perdu : le peuple grec, loin d'être écrasé, est entré en résistance. Manifestations. Grèves générales à répétition. Et la désobéissance civile qui est en train de se généraliser : refus de payer les nouveaux impôts, les transports en commun...

On dira que ce n'est pas bien. Mais il est odieux de pousser à bout un peuple qui a compris depuis longtemps qu'il était sacrifié aux oligarques et aux banquiers.

ÉNERGIE

Quelle politique choisir ?

Constitution

**Sarkozy
dérape**

p. 2

Apple

**Le revers de
la médaille**

p. 4

Les dérapages d'un Président

Commentant la tenue des primaires organisées par le Parti socialiste et le Parti radical de gauche, le président de la République déclare : « La V^e République ne peut être l'otage des partis politiques et le candidat [à la présidentielle], pris en otage par son parti, le général de Gaulle a voulu une élection à deux tours, pas à quatre tours. »

De deux choses l'une, soit le Président estime que l'organisation de ces primaires était contraire à l'esprit et à la lettre des institutions de la V^e République, et dans ce cas, en tant que garant de la Constitution, il devait le faire interdire avant qu'elles n'aient lieu, soit il n'a pas à commenter ce processus démocratique libre des partis, au nom de la séparation des pouvoirs, n'étant pas par ailleurs lui-même candidat déclaré.

Le problème de Nicolas Sarkozy, donneur de leçons en matière de V^e République et de droit constitutionnel, c'est qu'il n'a cessé de violer, depuis son élection comme chef de l'État et donc supposé garant de la Constitution, un de ses principes essentiels : la séparation des pouvoirs.

Qu'il s'agisse de :

- proposer la suppression du juge d'instruction, alors que selon l'article 64 de la Constitution « le Président de la République est garant de l'indé-

pendance de l'autorité judiciaire » ;

- affirmer dans l'affaire Karachi que « le nom du chef de l'État n'apparaît dans aucun des éléments du dossier », ce qui suppose que la Présidence de la République y ait eu accès ;

- autoriser ou ne pas interpellier son ministre de l'Intérieur lorsqu'il se permet de commenter un rapport de la Cour des Comptes, juridiction indépendante, sur la gestion et l'efficacité des forces de sécurité en France, en contestant son objectivité ;

- préconiser, lors du projet de réforme constitutionnelle, que « les secrétaires d'État, comme d'ailleurs les ministres, puissent retrouver leur siège au parlement s'ils venaient à quitter le gouvernement » ;

- dénoncer les fonctionnaires de police et de justice qui auraient commis des fautes, dans l'affaire criminelle Laetitia Perrais, en leur promettant la sanction ;

- proposer dans son discours de Grenoble du 30 juillet 2010, la déchéance de la nationalité pour certains criminels d'origine étrangère, alors que selon l'article 1^{er} de la Constitution, la République « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion » ;

- en appeler en février 2008 au premier président de la Cour de Cassation, pour examiner la question sur la rétention de sûreté, alors que le Conseil constitutionnel venait de censurer partiellement la loi dictée par Nicolas Sarkozy, décision qui s'imposait donc à toutes les autorités de la République ;

- faire pression sur les parlementaires dans le vote des lois ou, pire, les convoquer régulièrement à l'Élysée et leur donner en personne les consignes de vote ;

- nier la souveraineté populaire exprimée lors du référendum sur l'Europe en 2005.

C'est pourquoi, il faut prendre au mot le chef de l'État

gardien du temple de la V^e République, en lui rappelant que le général de Gaulle n'a jamais prôné l'alignement de la durée du mandat présidentiel sur celle du mandat législatif, car le président est avant tout un arbitre indépendant des partis, et non le chef du gouvernement, qui selon l'article 20 « détermine et conduit la politique de la nation », ce qui n'est pas le cas de François Fillon « Premier ministre ».

Qu'à ce titre, et à cette seule condition, le président de la République est constitutionnellement irresponsable, ce qui montre l'abus de pouvoir flagrant dont use et abuse Nicolas Sarkozy.

Enfin, si le chef de l'État ne devait pas être effectivement l'homme ou le candidat d'un parti, comme feint de l'affirmer Nicolas Sarkozy, mais un arbitre au service de tous les Français, une solution existe pour la France : la monarchie parlementaire ; et s'il fallait se contenter de la V^e République, alors s'imposerait à cette fin, au moins l'organisation de primaires nationales, où tout candidat bénéficiant du nombre de signatures de parrainage d'élus requis, présenterait sa candidature de manière indépendante, et sans l'assentiment des partis. Ceci afin que parmi ces postulants, les Français, quelle que soit leur opinion, puissent désigner directement plusieurs candidats de leur choix, qui selon les suffrages obtenus, seraient qualifiés ou non pour se présenter au premier tour de cette élection.

Mais dans ce cas, Nicolas Sarkozy ne serait plus l'unique probable candidat autodésigné de l'U.M.P.

Denis CRIBIER

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Les dérapages d'un Président - p.3 : Cortège funèbre - p.4 : La méthode du pickpocket - Modèle de désindustrialisation - p.5 : La Grèce est une île - p.6/7 : Quelle politique choisir ? - p.8 : D'où vient la menace ? - p.9 : Maurras et l'Herne - p.10 : La charge de l'État - Solitude - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : La confusion des pouvoirs.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Cortège funèbre

La gouvernance européenne est morte cet automne. Les oligarques européens l'ont tuée ce qui ne les empêche pas de réclamer des solutions fédérales pour sauver l'Union européenne au mépris de la démocratie.

Vous n'y comprenez rien ? Moi non plus ! Sommes-nous devenus idiots ? C'est possible. Mais pas au point de négliger un point fondamental qui explique l'inexplicable : eux non plus n'y comprennent rien ! Pire : ils ne se comprennent plus entre eux, se méfient les uns des autres, se méprisent. Ce qui les empêche de se mettre autour d'une table, pour faire le point sur ce qui leur échappe.

Vous direz que j'exagère. Tous ces experts bardés de diplômes, excellents techniciens ! Et ces sommités qui ont pour nom Trichet, Merkel, Junker, Juppé, Draghi ! Et ces **sommets** où l'on est dans l'entre-soi, entre gens de la haute, justement ! Entre Européens conscients de leurs pouvoirs et de leurs responsabilités ! Même Nicolas Sarkozy, l'agité du sérail, qui ne brille pas par ses connaissances économiques et financières, pourrait jouer un rôle positif en électrisant les cénacles.

Hélas, rien n'y fait. Ni la compétence, ni l'incompétence. Ni le calme olympien d'un Trichet, ni l'activisme d'un Sarkozy. D'où une confusion inouïe, qui permet au moins de consigner une vérité dont les oligarques ne veulent pas entendre parler : alors que la *gouvernance européenne* n'est pas instituée, elle est morte cet automne après avoir agonisé cet été.

Le petit comité qui **gère** la crise de la zone euro (Trichet,

Merkel, Sarkozy, Juncker, Shäuble) a consacré trois mois à des disputes sur la mise en œuvre du plan de sauvetage de la Grèce adopté le 21 juillet. Quelle remarquable efficacité !

Ce retard considérable s'explique par la volonté allemande : la chancelière ne veut pas verser un sou de plus et exige qu'on fasse payer les banques, en opposition directe à la ligne adoptée à Paris. Cela signifie qu'il n'y a pas la moindre *solidarité européenne*, les principaux protagonistes étant concentrés sur la défense de leurs intérêts nationaux.

La *gouvernance européenne* est d'autant plus enterrée que nous sommes, depuis plusieurs années, dans une logique de rétrécissement : on ne parle plus de l'Union européenne, mais de la zone euro dont le sort dépend des décisions du **couple franco-allemand** qui est entré dans un conflit ouvert.

Comme la crise ouest-européenne est loin d'être terminée, on ne voit pas comment pourrait surgir la conscience commune d'un intérêt commun qui se traduirait par l'organisation de la solidarité européenne. Nous sommes dans une logique de dislocation, dont les oligarques portent l'entière responsabilité parce qu'ils n'ont jamais pu donner une réponse cohérente à la crise.

Ces évidences n'empêchent pas les européistes de récla-

mer un *saut fédéral* selon la logique délirante qu'on avait observée dans l'Union soviétique agonisante : les retards et les échecs dans l'édification du **socialisme réel** démontreraient qu'on n'était pas allé assez loin dans le socialisme... De même, l'échec du fédéralisme européen depuis la fin de la guerre justifierait qu'on saute dans le fédéralisme réel par mutualisation des dettes, contrôle des budgets nationaux par la Commission et autres solutions miraculeuses qui exigent la rédaction d'un nouveau traité puis son adoption...

À supposer qu'on ait le temps de fabriquer une nouvelle usine à gaz, après celles de Maastricht, Amsterdam, Nice et Lisbonne et en oubliant le **Non** des Français et des Hollandais au *traité constitutionnel*, on retrouvera les contradictions qui sont en train de détruire la construction européenne :

- la *gouvernance* fédérale se réduira à des arrangements entre les principales puissances de l'Union ;

- les Parlements nationaux, élus au suffrage universel, et les gouvernements qui en sont issus seront piétinés ;

- c'est l'ultra-libéralisme qui continuera d'inspirer les mesures draconiennes imposées aux peuples d'Europe et ces contraintes provoqueront des révoltes et des révolutions. Les oligarques se condamnent par leurs conflits, autant qu'ils sont condamnés par les citoyens qui ne veulent pas payer pour leurs erreurs et leurs fautes.

Sylvie FERNOY

L'écho des blogs

De quel front social le P. S. est-il le porte-drapeau ?

Olivier Ferrand et *Terra nova* ont au printemps produit une étude exprimant la défiance du P. S. vis-à-vis des classes populaires.

Gaël Brustier (1) a su montrer l'absurdité politique d'une telle analyse qui présente les « *milieux populaires intégrés, qui ont un emploi stable, en CDI, mais qui, travaillés par la crise, ont peur du déclassement et sont tentés par le repli identitaire.* »

Le géographe Christophe Guilluy a enrichi le débat dans un ouvrage *Fractures françaises* dont le blog *Marianne2.fr* (2) publie des extraits. Il décrit comment la place dévolue aux banlieues - présentées comme seule victime - par les politiques et les médias depuis deux décennies contribue à ancrer « *l'idée d'une société française divisée entre les exclus, essentiellement les minorités qui vivent en banlieue, et la classe moyenne* » et « *le mythe d'une société apaisée au sein de laquelle s'épanouirait une classe moyenne majoritaire et bénéficiaire de la mondialisation.* » Cette entreprise « *participe à un mouvement idéologique qui vise notamment à substituer la question sociale à des questions sociétales.* » Elle permet, « *d'accompagner en douceur l'intégration à la mondialisation libérale en rendant obsolète la question sociale et ainsi de remplacer peu à peu l'égalitarisme républicain par un égalitarisme multiculturel, beaucoup moins exigeant socialement.* »

Dans un entretien où il présente sa récente publication *Les classes moyennes à la dérive* (3) le sociologue Louis Chauvel établit un constat semblable sur l'abandon par le P. S. des classes populaires : « *Le socialisme s'est construit depuis quarante ans dans son éloignement vis-à-vis du travail.* » Le fruit de ses recherches est de démontrer combien les classes moyennes sont tout autant les victimes que les classes populaires des politiques néo-libérales.

Est-ce sur cette orientation que se situe le P. S. ? Non de toute évidence.

François ENNAT

❑ (1) http://www.marianne2.fr/Terra-nova-le-risque-de-l-impasse-strategique-pour-la-gauche_a206280.html

❑ (2) http://www.marianne2.fr/Exclusif-les-banlieues-masquent-les-vraies-fractures-francaises_a198742.html

❑ (3) http://www.marianne2.fr/Louis-Chauvel-les-classes-moyennes-en-voie-de-proletarianisation_a211454.html

La méthode du pickpocket

Quand le pickpocket s'approche de sa victime, on ne reproche pas au volé d'être proche du voleur.

Vous dénoncez l'oligarchie ? C'est donc que vous répercutez la propagande populiste ! Vous militez pour un protectionnisme européen ? C'est bien la preuve que vous partagez le programme du Front national ! Vous soutenez qu'il faut se préparer à la sortie de l'euro ? Marine Le Pen ne dit pas autre chose !

Le tour est joué mais on va utiliser cette vieille ficelle tout au long de la campagne électorale pour discréditer les thèses hétérodoxes développées par Jacques Sapir, Emmanuel Todd, Jean-Luc Gréau (1), Jacques Nikonoff... Ainsi, Jean-François Copé a accusé Arnaud Montebourg d'être tout à la fois bolchevique et lepéniste au fil de déclarations qui soulignent, par leur outrance, l'ampleur de son dépit.

Bien entendu, les médias font grand cas des procès en lepénisme, qui permettent de disqualifier ceux qui dénoncent l'ultra-libéralisme. Et ils pointent avec une angoisse feinte les quelques opportunistes passés du séguinisme et du chevènementisme au Front national : faire peur pour ramener les électeurs vers les candidats de l'oligarchie tout en se posant en démocrates irréprochables, tel est la comédie rejouée et surjouée par les journalistes de cour.

Ces **grands professionnels** ne font pas leur métier. Sinon, ils feraient écho aux vives répliques adressées ces derniers mois au Front national par Emmanuel Todd, Jacques Sapir et Jacques Nikonoff.

Sinon, ils dévoileraient la misérable tactique de Marine Le Pen : piquer les idées des autres, les mouliner grossièrement en les plaçant dans une sauce xénophobe. C'est la voleuse qu'il faut dénoncer, pas ceux qu'elle tente de dépouiller.

Cela dit, le pillage des thèses hétérodoxes et leur réduction à un argumentaire démagogique expose le Front national à des incohérences que nous aurons à expliciter : la République n'est pas concevable si l'on répudie l'idéal de fraternité par des discours de guerre civile ; le laïcisme anti-musulman est contraire à la loi de 1905 comme le rappelait Jean Baubérot dans une admirable réplique à Elisabeth Badinter (2) ; le programme xénophobe et les fantasmes ethniciants sont incompatibles avec la tradition nationale et interdisent toute politique étrangère.

Sous le bricolage idéologique habilement présenté par Marine Le Pen, c'est toujours le même nationalisme qu'elle tente de faire passer en contrebande.

Annette DELRANCK

☞ (1) cf. l'article de Jean-Luc Gréau : « *De l'euro bouclier à l'euro en détresse* », *Le Débat*, n° 166, septembre-octobre 2011, prix franco : 20 €. ➔ [Achat immédiat](#) |

Dans le même numéro, cf. l'article de Jean-Pierre Le Goff : « *Le syndrome du Front national* ».

☞ (2) <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-bauberot/300911/elisabeth-badinter-et-la-laicite-lepenisee>

Modèle de désindustrialisation radicale

Apple est née dans la Silicon Valley, cette concentration d'entreprises située à proximité de la prestigieuse université de Stanford qui alimente en informations, en personnes qualifiées les jeunes pousses informatiques qui veulent réaliser le rêve américain du grand succès.

Les fabricants de matériel informatique Hewlett-Packard, Sun Microsystems, Intel, Cisco, AMD, nVidia, les éditeurs de logiciels comme Adobe, Business Objects, Symantec, les spécialistes du web tels que Yahoo !, Google, Facebook etc. ont tous commencé dans cette vallée et leurs sièges sociaux y demeurent.

Pourtant, comme le signale Jean-Michel Quatrepoint dans *Mourir pour le yuan* (1), « *la fabrication informatique américaine ne représente plus que 166 000 emplois ; c'est moins qu'en 1975. Contre 1,5 millions en Asie* ». Apple a créé un modèle de société dit **fab-less**, sans usine. Toute la fabrication des millions de produits vendus est réalisée en Asie, essentiellement chez Foxconn, entreprise taiwanaise implantée en Chine Populaire où quelque 250 000 employés travaillent exclusivement pour la firme de Steve Jobs. Steve Jobs a engagé, dès la fin des années 1980, la délocalisation de la production, fermant usine sur usine sur le sol américain ne conservant que la conception et la commercialisation des produits. Alors que le modèle américain des entreprises de haute technologie (Sony, Toshiba, NEC...) intégrait toute la chaîne de la conception à la vente du produit, Steve Jobs a délocalisé la production pour réduire les coûts de main d'œuvre et augmenter les marges bénéficiaires.

Apple a servi de modèle aux entreprises innovantes dans cette délocalisation méthodique de la production en Chine. Non seulement les transferts de technologies y ont été réalisés mais la désindustrialisation de l'Amérique, modèle même des pays capitalistes occidentaux, s'est accélérée.

Or la fabrication est source d'innovations. Elle est mère de l'expérience. En tuant la fabrication, c'est l'industrie des hautes technologies elle-même, fer de lance de la puissance américaine, qui est mortellement blessée. Au-delà de ce secteur, c'est celui de l'industrie en général qui a suivi ce mouvement, participant à la création endémique du chômage.

Steve Jobs fut l'un des acteurs de cette désindustrialisation, de ce mouvement général de délocalisation de la production en Chine non pas pour conquérir le marché asiatique, mais pour importer ensuite ces produits à moindre coût. Cette désindustrialisation est la responsable principale des déficits publics financés par la dette dont les citoyens, déjà frappés par la précarité des emplois, la baisse de pouvoir d'achat, le chômage, vont devoir faire les frais.

En mémoire de Steve Jobs, boycottons *Apple*.

Jean LATOUR

☞ (1) Jean-Michel Quatrepoint - « *Mourir pour le yuan* », Ed. François Bourin prix franco : 20,50 €. ➔ [Achat immédiat](#) |

La Grèce est une île

Le plan de sauvetage de la Grèce n'est pas politiquement neutre. C'est non seulement la dette et la zone Euro qui sont en jeu mais tout un projet régional dont la Grèce est le pivot.

On voit parfois plus clair de Bratislava que de Paris ou de Berlin. La Slovaquie est le pays membre de l'Union sans doute le plus sensible à la problématique balkanique. Elle se situe en cela aux antipodes de la Grèce, sur l'autre rive si l'on prend les Balkans pour le fossé qui sépare la Grèce du reste de l'Europe. Par ailleurs entourée d'eau sur ses trois autres cotés, mer Égée, mer Adriatique et mer Méditerranée, la Grèce, par quelque face géographique qu'on l'aborde - sans parler des aspects religieux et linguistiques - est insulaire, solitaire et isolée.

À l'est, elle monte la garde face à l'Asie mineure d'où elle a dû se retirer après l'insuccès de sa **grande idée** pan-hellène à la suite de la Première Guerre mondiale. Au sud, elle est le cordon ombilical avec la république de Chypre, déjà moyen-orientalisée, entre Israël et Arabes. À l'ouest, la seule et unique ligne de survie vers l'Italie du Sud est une voie d'émigration. Au nord, la situation est encore plus tragique, puisque ses frontières terrestres sont fragilisées : n'ayant guère que cent ans, issues des guerres balkaniques de 1912 et 1913 qui ont la première partagé l'Albanie et la seconde la Macédoine, elles ont laissé - jusqu'à présent - la majorité des Albanais et des Macédoïens en dehors des micro-États créés par les Puissances

et loyalistes, durant et après la Seconde, dissidents et colonels dans les années 70. Mais les puissances ont pesé à l'excès : Lloyd George (tout acquis à la **grande idée** de Venizelos) puis Churchill (qui admit à Yalta pour la Grèce le partage d'influence à 50/50), Kennedy (parrain de la dynastie Papandreou, le grand-père George et le père Andreas de l'actuel Premier ministre) puis Kissinger (qui *laissa faire* le coup d'État des colonels à Chypre en 1974) se sont servis des passions grecques. Toujours pour le pire.

Le reflux du panhellénisme, y compris à travers ses caricatures récurrentes en Europe de l'Ouest et du Nord, c'est la porte ouverte à la Grande Albanie, à la Grande Macédoïne, à la Grande Bulgarie, et bien sûr à l'hégémonie régionale grand-turque. Après tant d'épreuves, la Grèce ne s'était relevée qu'en étant, pour tous ces pays situés hors de l'Union européenne, le sésame qui donnait accès aux couloirs bruxellois, aux subventions et investissements européens. Au temps de la guerre froide, puis de la guerre yougoslave, mais aussi de la guerre du Liban, la Grèce était leur bouffée d'oxygène.

Et on s'étonne aujourd'hui de l'appel d'air et de l'asphyxie ! Mais il faut savoir qu'en termes géopolitiques, (« *ce qui sert à faire la guerre* » Yves Lacoste), la remise en cause de l'accès grec signifie la libération d'autant d'ambitions locales. Comment reprocher au gouvernement grec son budget de la défense quand ce sont les provinces frontalières de l'Épire, de la Macédoïne et de la Thrace qui sont en jeu, sans compter la zone économique maritime en mer Égée et au large de Chypre ? La Grèce à terre, c'est la réunion de tous les périls.

Historiquement, confrontée aux crises, la Grèce n'a jamais réagi de façon unitaire : républicains contre royalistes, durant et après la Première Guerre mondiale, communis-

tes et loyalistes, durant et après la Seconde, dissidents et colonels dans les années 70. Mais les puissances ont pesé à l'excès : Lloyd George (tout acquis à la **grande idée** de Venizelos) puis Churchill (qui admit à Yalta pour la Grèce le partage d'influence à 50/50), Kennedy (parrain de la dynastie Papandreou, le grand-père George et le père Andreas de l'actuel Premier ministre) puis Kissinger (qui *laissa faire* le coup d'État des colonels à Chypre en 1974) se sont servis des passions grecques. Toujours pour le pire.

Ces quelques rappels historiques nous sont nécessaires pour comprendre de l'extérieur ce que l'on sait de famille et d'instinct à Bratislava, Sofia ou Tirana. Mais aussi à Moscou, Belgrade, Kiev, Bucarest, et aussi Haïfa, Alep et Alexandrie. La Grèce n'a pas d'amis ? Elle en a autant que Paris et Berlin, mais ce ne sont pas les mêmes.

La crise de la dette paralyse Athènes, non seulement dans ses ressources budgétaires, mais dans sa politique extérieure. L'Europe tout entière se ressent de la crise grecque, non pas seulement au niveau bancaire et financier, mais dans ses relations politiques extérieures, à commencer par sa politique de voisinage. Or c'est le moment où l'Europe doit se prononcer sur la candidature serbe, sur ses relations avec l'Ukraine et la Russie, les questions de Syrie et de Palestine, bref partout où la Grèce compte (ne serait-ce qu'à travers ses patriarcats) : comment utiliser ses relais ainsi démonétisés ?

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **ARABIE SAOUDITE** - Pour la première fois, depuis sa création en 2006 par le roi Abdallah, le Conseil d'allégeance va se réunir. Cet organisme qui rassemble des représentants des trente-quatre branches de la famille régnante a pour rôle de désigner ou d'approuver le choix du prince héritier. C'est le décès de l'actuel, Sultan ben Abdoulaziz al Saoud, âgé de 86 ans, qui provoque cette réunion. Selon toute vraisemblance ce sera le frère du défunt, le prince Nayef ben Abdel Aziz, 78 ans, actuel ministre de l'Intérieur et nommé en 2009 au poste de second vice-Premier ministre qui devrait être désigné comme le nouveau prince héritier.

◆ **MALAISIE** - C'est le sultan de Kedah, Abdul Halim Mu'Adzam Shah, qui a été choisi pour devenir le prochain Yang di-Pertuan Agong (roi) de Malaisie. La monarchie constitutionnelle de Malaisie fédère treize États avec un roi élu pour cinq ans et choisi parmi les neuf sultans de la fédération. C'est la première fois qu'un sultan monte pour la deuxième fois sur le trône, en effet il a déjà été roi de 1970 à 1975. Âgé de 83 ans, il sera secondé par le sultan de Kelandar, Mohammed V.

◆ **BURUNDI** - La Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies a rendu un hommage officiel au prince Louis Rwagasore, héros de l'indépendance du Burundi et fils du roi Mwambusta IV, à l'occasion de la célébration du 50^e anniversaire de son assassinat : « *Sa mort n'était pas seulement une perte pour le Burundi mais pour l'ensemble de la communauté internationale* ». Le prince Louis Rwagasore a été assassiné le 13 octobre 1961 alors que son parti (Union pour le Progrès National) venait de remporter une victoire écrasante lors des élections législatives du 18 septembre de cette même année.

◆ **OUGANDA** - Le prince Charles Aryaja Rwebishengye, 21 ans, a été désigné pour succéder à son père, John Price Barigye Patrick, roi de l'ancien royaume d'Ankole, qui est décédé. Monarchie abolie en 1967, Ankole est le dernier royaume qui n'a pas encore été restauré par le gouvernement ougandais. Sur les monarchies ougandaises voir : <http://www.histoiredefrique.fr/introduction.html>

◆ **AUSTRALIE** - La reine Elizabeth II et le duc d'Édimbourg viennent d'effectuer une visite de onze jours en Australie. Ils ont été accueillis solennellement par les présidents de la Chambre et du Sénat australiens. Saluant le monarque, le Premier ministre, Julia Eileen Gillard, a déclaré : « *De nombreux chefs d'État et de gouvernement ont été accueillis dans ces murs, mais aujourd'hui, dans la maison de la démocratie australienne, vous êtes un acteur constitutionnel vital et non pas un invité* ». Un récent sondage affirme que 55 % des Australiens souhaitent conserver la monarchie comme mode de gouvernement face à 34 % en faveur de la République.

Quelle politique choisir ?

Nous avons promis de poursuivre la réflexion sur la question de l'énergie. L'actualité nous en fournit l'occasion. Après d'âpres batailles, le gouvernement vient en effet de clore le dossier des gaz de schistes et d'en interdire l'exploitation - mais pas la prospection - au moins jusqu'aux élections de 2012.

Clôture très provisoire donc, et incomplète, car si la porte est maintenant fermée, on a pris bien soin de laisser la fenêtre ouverte. (1) Profitons de cette actualité, car l'histoire du gaz de schiste est riche d'enseignements.

On approche doucement du pic de production d'hydrocarbures et les compagnies pétrolières cherchent maintenant à préempter tout ce qui reste. En effet des ressources non conventionnelles existent en quantités gigantesques, peut-être pas exploitables tout de suite, mais de quoi demain sera-t-il fait ? Alors on prend date.

Bien sûr tout ce qui pouvait être extrait à moindres frais et sans trop de risques écologiques l'a été ou est en passe de l'être. La suite sera plus chère et infiniment plus dommageable pour l'environnement. En contrepartie elle sera probablement très juteuse financièrement car moins dépendante du bon vouloir politique de puissances régionales : du gaz de schiste, il y en a partout et on trouvera toujours un gouvernement complaisant quelque part sur la planète, prêt à laisser détruire son pays pour 30 deniers. Et le chantage à la pénurie va aller bon train, sur le thème « *si vous voulez du pétrole bon marché laissez-nous l'extraire chez vous* ».

Les **Majors** (Shell, Total, BP, Exxon etc.) sont par nature incapables de résister à l'attrait économique colossal que ces ressources potentielles représentent, et **tout** sera fait pour qu'elles soient exploitées, quels qu'en soient les effets sociaux, politiques ou écologiques (2),

qui sont les derniers de leurs soucis : allez voir dans le delta du Niger, par exemple (3), comment elles traitent les populations près des champs d'exploitation pétrolière quand aucun contre-pouvoir ne s'exerce. Les intérêts citoyens et les gouvernements ne pèsent guère devant leurs volontés, et il y a tout à craindre des groupes de pression de l'énergie (hydrocarbures comme nucléaire) : ils savent très bien ce qu'ils veulent, ont les moyens de l'obtenir, et ne reculent devant rien.

Face à ces stratégies, les grandes applications techniques d'énergie propre (comme cette superbe hydrolienne immergée en Bretagne cet été) semblent là pour amuser la galerie. Car la réflexion politique qui devrait accompagner ces nouvelles approches est désespérément absente. Pour s'en assurer, on peut lire les positions des grands partis sur la politique de l'énergie : suivant qu'ils sont dans l'opposition, au pouvoir ou en passe de l'être, leurs arguments sont d'ordre démagogique, financier ou les deux.

Nous savons que l'UMP a peu à peu détricoté le *Grenelle de l'Environnement* et on voit ce qu'il concocte avec Total pour le gaz de schiste. En face, les propositions du PS, qui est à la fois dans l'opposition nationale (jusqu'en 2012 ?) et au pouvoir dans les régions, sont affli-

geantes de prudence électorale et d'insignifiance. Voici par exemple la synthèse de la politique énergétique issue des **30 propositions** du projet socialiste : « *Pour sortir de la dépendance du nucléaire et du pétrole, nous développerons massivement les économies d'énergie et les énergies renouvelables et nous proposerons à nos partenaires la mise en place d'une Communauté européenne des énergies. Nous organiserons un débat national sur la transition énergétique dès 2012.* » Et c'est tout.

Les mots-clés démagos y sont tous (sortir du nucléaire, dépendance, énergie renouvelable, transition etc.), mais pour quel objectif à long terme ? Avec quelle réflexion sur la place de l'énergie dans nos sociétés ? C'est à pleurer.

Quant à *Europe-Écologie Les-Verts*, son credo est limité à un leitmotiv : plus de nucléaire. Si Cécile Duflot dit bien : « *C'est l'ensemble de notre modèle énergétique que nous devons revoir en profondeur* », elle se limite ensuite à une exigence : « *Nous donner les moyens de sortir du nucléaire. Cette révolution (...) suppose d'être adossée à une véritable politique de maîtrise des consommations et d'efficacité énergétiques. Elle ira évidemment de pair avec la montée en puissance des énergies renouvelables.* » (4)

Ces changements sont sans doute nécessaires, mais ils doivent s'appuyer sur une réflexion générale et sur une politique intégrée et à long terme. Pour importantes qu'elles soient, ce ne sont pas la sortie du nucléaire ou la maîtrise des consommations les questions clés : c'est le **pourquoi** de cette consommation effrénée, ses conséquences dans tous les domaines, social, environnemental, économique, sanitaire etc., et les solutions que l'on doit mettre en œuvre au

niveau politique. Or pas grand-chose ne se pointe de ce côté.

Mais soit, admettons que la réflexion va prendre du temps à se développer et qu'en attendant la priorité reste à la maîtrise de l'énergie, au maintien de la croissance et à la protection de l'environnement. Alors : que proposer dans l'immédiat, qui permette de poser ces questions de fond sans grever l'avenir et en tentant de résoudre les problèmes immédiats de surconsommation et de contamination ?

Cette question exige peut-être que le panorama soit vu sous une perspective différente, pour que les paradoxes que nous avons signalés naguère disparaissent. (5) Nous rappelions en effet que le nucléaire était probablement à la fois la plus dangereuse et la plus propre des énergies. Que le pétrole était la plus souple et la plus polluante. Et que dans une vision globale de l'environnement, les sources d'énergie renouvelable n'étaient pas encore en mesure de se substituer au nucléaire et au pétrole : un tel remplacement exigerait de telles surfaces que l'écosystème tout entier en serait perturbé, et la nuisance provoquée par cette occupation de l'espace serait aussi sérieuse que le risque de contamination des centrales.

Ce n'est donc pas le type d'énergie qui pose problème, puisque tous, potentiellement, posent problème : c'est la taille des centrales et la façon dont elles sont gérées. Plutôt que de parler du nucléaire ou des énergies renouvelables, nous devrions alors considérer les dimensions des sources d'énergie, car c'est d'elles que vient le risque. Et là deux catégories se distinguent : les productions **lourdes** avec le pétrole, le gaz, le nucléaire, les grands barrages, les champs d'éoliennes, toutes potentiellement dangereuses ou porteuses de nuisances, qui requièrent des investissements considérables et exigent une surveillance et un entretien de tous les instants ; et les **légères** qu'on limitera aux énergies renouvelables, solaires, éoliennes, hydrauliques ou biomasse, de faible puissance, réparties sur tout le pays, à risque faible et limité dans l'espace, et qui par leur taille réduite se fondent dans le paysage. Taille qui interdit d'ailleurs qu'elles soient gérées par de grandes entreprises : elles sont à la mesure des individus, des collectivités locales ou des PME.

Cette dichotomie nous mène à décrire la politique énergétique actuelle de la France à partir de ces deux niveaux, telle qu'elle est ou qu'elle pourrait être :

D'une part une industrie lourde de l'énergie, entièrement nationalisée (de la construction des centrales à la distribution d'électricité et au traitement des déchets) et de service public, qui gère les



■ Dans le delta du Niger, la pollution de l'eau par les industries pétrolières est telle qu'elle est responsable de plus de 80 % des maladies et d'un tiers des décès.

grandes centrales de quelque type qu'elles soient (nucléaire, pétrole, renouvelable), en s'interdisant cette sous-traitance dont Fukushima a montré tout le danger. Il est possible que la rentabilité strictement financière en soit faible, mais après tout, c'est la raison d'être des services publics de placer le bénéfice après le service. Il conviendrait aussi de calculer les coûts réels, tant en fonctionnement et entretien qu'en investissement pour le futur et en retraitement, démantèlement et nettoyage des sites ; estimations biaisées jusqu'à présent pour le nucléaire, puisque la rentabilité en devait être prouvée. Cette industrie nationalisée a pour but et pour effet :

- de maintenir la production indispensable au fonctionnement du pays ;
- de permettre l'indépendance énergétique nationale ;
- de maîtriser une politique de l'énergie à long terme ;
- de garantir un niveau élevé de sécurité.

D'autre part des activités privées de production d'énergie renouvelable non polluante, ouvertes à tous, avec une limite imposée de production (et de commercialisation) par source, qui permettent :

- des économies importantes aux niveaux des exploitants : PME, individus et collectivités ;
- une optimisation de l'utilisation des sources d'énergie non polluantes de petite taille ;
- une plus grande répartition géographique de la production nationale (pouvant servir d'appoint en particulier en cas de catastrophes, troubles politiques ou économiques mondiaux, accidents climatiques ou techniques, etc.).

Qu'avons-nous inventé dans ce schéma ? Rien.

Tout ce qui est décrit ici existe. Jusqu'à preuve du contraire EDF est bien une entreprise nationalisée, et les Français sont d'ailleurs très majoritairement opposés à sa privatisation. Un corpus de lois sur l'énergie existe ou a existé avant d'être abandonné sous la pression des groupes de pression. La production individuelle est autorisée et régie par des textes, même s'ils sont plutôt faits pour la décourager. La faisabilité de tout ceci a été démontrée, la mise en application en est relativement facile et ces choix jouissent de la faveur des citoyens.

Mais toutes ces décisions ont été prises dans la plus grande anarchie, sans suivre aucun concept fédérateur, au point que privé et public, pourtant complémentaires, se comportent en ennemis. Face à ce chaos conceptuel, les groupes de pression, qui eux ont un projet très clair (gagner de l'argent), n'ont aucune peine à imposer leurs décisions. Manque donc un plan général, la volonté politique de l'appliquer et la capacité d'imaginer le futur. Comme d'habitude, ce n'est pas l'aspect technique le facteur limitant : c'est le courage politique et la réflexion à long terme.

François VILLEMONTAIX

☞ (1) voir l'analyse intéressante - et probablement juste - des stratégies conjointes de l'État et de Total sur le site <http://www.aves.asso.fr/article1193.html>

☞ (2) *Royaliste* n° 982, page 3, « Cancun : rien ».

☞ (3) <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AFR44/018/2009/fr>

☞ (4) <http://www.eelv-energie.fr/>

☞ (5) *Royaliste* n° 995, pp. 4-5, « Quelle énergie pour demain ? ».

D'où vient la menace ?

Où il est montré comment les États-Unis et leurs alliés font le jeu de leurs ennemis avec la bénédiction tonitruante des médias.

Ne pas se tromper d'adversaire est chose relativement facile. Ne pas se tromper sur l'adversaire est beaucoup plus compliqué car il faut se méfier de soi-même - de ses préjugés, de sa haine qui obscurcit le jugement, de ses connaissances trop souvent lacunaires. Quand on fait le compte des défaites diplomatiques et militaires, quand on songe aux cadavres inutilement accumulés, il est trop tard. Exemple : la « **guerre globale à la terreur** » menée par les Américains et couverte de manière imbécile par les grands médias.

Une somme impressionnante d'erreurs et de fautes est mise en évidence par Alain Chouet, ancien directeur du renseignement de sécurité à la DGSE. (1) Après trente ans passés dans les services spéciaux, cet arabisant, fin connaisseur de l'Islam, livre des informations et des réflexions qui dissipent les fausses représentations de la menace islamiste, si massivement diffusées depuis le 11 Septembre.

La commémoration du dixième anniversaire de l'opération terroriste a confirmé ce que quelques observateurs avaient déjà osé souligner : c'est la télévision qui a donné à Al-Qaïda (ou plutôt la Qaïda) son extraordinaire notoriété et c'est pour la télévision que les attentats ultérieurs ont été commis à Madrid et à

Londres. Ces défaites subies par les États visés et leurs services de sécurité ont été amplifiées de manière inouïe par une mise en scène compassionnelle. Comme l'écrit Alain Chouet, « *les médias qui font de la surenchère à l'horreur, qui la déclinent en boucle dans les pages de leurs journaux ou sur les chaînes d'information continue, les experts autoproclamés et apocalyptiques qui en font commerce sur les plateaux télé entrent complètement dans la stratégie des terroristes.* »

Sans que le moindre complot soit tramé à la Maison Blanche, la propagande américaine a utilisé le spectacle médiatique et l'a orienté vers l'incarnation du Mal : Oussama Ben Laden. Mais celui-ci n'était qu'un personnage secondaire, utilisé par le prince Turki, chef des services spéciaux saoudiens de 1977 au 1^{er} septembre 2001 et qui se concentra sur le théâtre afghan - là où les terroristes arabes comptaient infiniment moins que les bases pakistanaises de ceux qui combattent les Américains.

Jacques Chirac et Lionel Jospin ont entraîné la France dans cette guerre absurde qui va se conclure par le retour des Talibans. Le bilan de ces dix années de guerre menées en Irak et en Afghanistan est accablant : les Américains se sont fait haïr, ils ont semé la haine des musulmans qui sont ou se sentent l'objet de toutes

les suspicions. C'est ainsi que les Américains et leurs supplétifs occidentaux ont fait et font encore le jeu des terroristes : la stratégie des fondamentalistes était de dresser les musulmans contre l'Europe et les États-Unis, et de faire en sorte que les citoyens musulmans des pays occidentaux se sentent de plus en plus mal à l'aise dans leur patrie. En France, Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, qui cultivent la suspicion sur l'Islam, sont dans cette logique de **guerre des civilisations** qu'ils ont déclenchée et qui a été aggravée par le rejet de la Turquie - que les islamistes veulent justement séparer de l'Europe.

Alain Chouet a raison de dénoncer la fiction du **monde musulman** tout entier tourné contre ce qu'on appelle **Occident**. On ne veut pas voir que les attentats terroristes frappent surtout les musulmans - en Irak, au Pakistan. Ce **monde musulman** est ravagé par les guerres entre nations (Irak-Iran, la plus sanglante de toutes), par les guerres civiles et par d'irréductibles conflits religieux : ainsi, « *l'Arabie saoudite et l'Iran islamique vivent sous le régime des anathèmes croisés. Chacun de ces deux régimes, aussi illégitimes l'un que l'autre, entend se légitimer par la religion. Or il n'y a pas de place pour les deux ensemble* ». Quand comprendra-t-on que tous les Iraniens - pas seulement les mollahs - veulent

disposer d'un armement nucléaire pour se protéger de l'Arabie saoudite et du Pakistan - non pour attaquer l'Europe de l'Ouest et Israël ?

Au lieu de se faire de fausses frayeurs avec Téhéran - ce qui n'empêche pas de soutenir le mouvement démocratique iranien - il faut cesser de négliger le jeu de l'Arabie saoudite. Alain Chouet rappelle que Roosevelt a passé avec Ibn Saoud un pacte - le *Quincy agreement* de février 1945 - aux termes duquel les États-Unis assuraient le soutien de la famille Saoud en échange du monopole de l'exploitation pétrolière sur le territoire saoudien. Ce pacte a été renouvelé par George W. Bush en 2005 pour une durée de soixante ans.

Or l'Arabie saoudite est une théocratie ultra-rigoriste qui s'oppose à toute tentative démocratique en pays d'Islam, qui a engendré maints terroristes (dont Ben Laden) et qui finance des activités (de la Bosnie au Pakistan) qui ne sont pas compatibles avec les valeurs que les Américains prétendent incarner. Le nœud de cette contradiction pourrait être tranché par une révolution en Arabie même, contre ce fragile familialisme.

À l'heure des révolutions arabes, sur lesquelles Alain Chouet émet des avis très nuancés, il importe de prêter attention aux Frères musulmans, qui ont jusqu'à présent partout échoué mais qui vont tenter de jouer leur carte en Égypte, en Syrie, en Libye...

Les stratégies adverses impliquent des répliques politiques cohérentes, aussi éloignées que possible des discours hystériques et des visées américaines.

Yves LANDEVENNEC

(1) Alain Chouet - « *Au cœur des services spéciaux - La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers* », entretiens avec Jean Guisnel, La Découverte, 2011, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

Charles Maurras aux Cahiers de l'Herne

Il serait assez ridicule de parler pour Maurras de *consécration* pour avoir l'honneur de figurer désormais au catalogue prestigieux des *Cahiers de l'Herne* (1). L'œuvre de l'écrivain n'est-elle pas un monument de la littérature française, reconnu comme tel par les plus grands ? Verlaine, m'a-t-on dit, avait déjà eu l'occasion de saluer son tout jeune confrère. Plus tard, Proust sera dithyrambique, lui l'abonné de l'*Action française*, et Albert Thibaudet, peut-être le plus grand critique de la III^e République, non content de lui consacrer un ouvrage, ne cessera de le citer et de le commenter dans la N. R. F. plus qu'aucun autre, à l'exception de Barrès. Seulement voilà, avec la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale et son obstination vichyste, l'auteur de l'*Avenir de l'intelligence* est devenu un des grands maudits de l'Histoire. On peut rééditer les romans de Céline, en dépit de la folie perverse de l'auteur des pamphlets (d'ailleurs dénoncée par l'antisémite de Martigues), les livres de Maurras les plus importants dorment à l'abri des bibliothèques. C'est à ce point, qu'un Antoine Compagnon, spécialiste universitaire incontestable des penseurs contre-révolutionnaires a révélé qu'il lui avait fallu très longtemps pour accéder aux textes majeurs, notamment les tout premiers où s'est affirmée l'impressionnante singularité maurrassienne (2).

En ce sens, le *Cahier de l'Herne* signifie un retour à Maurras, une chance de le découvrir pour les jeunes générations qui pourront enfin prendre conscience, au-delà des pures invectives, de la dimension du penseur et de l'écrivain. Non, d'ailleurs forcément pour adhérer à sa dialectique, encore moins à ses positions. Poincaré, qui ne fut pas le moindre des responsables de la République reconnaissait que la lecture de l'*Action française* lui était indispensable pour assumer ses propres opinions. Il n'est pas jusqu'à Walter Benjamin, aux antipodes des convictions de l'intéressé, qui n'avoue son intérêt pour le quotidien, à cause de son exceptionnel contenu culturel. C'est ce dernier qu'on retrouvera au cours des quatre cent grandes pages du *Cahier* au gré des analyses, des documents, des textes repris de Maurras. Même le plus rétif et le plus hostile aura du mal à se déprendre de l'œuvre si diverse et contrastée d'un homme capable de briller sur les terrains les plus divers : la critique littéraire, le genre des contes, l'essai politique, la poésie, les mémoires, la polémique et même la philosophie.

Le *Cahier de l'Herne* n'est pourtant pas exhaustif. On aurait pu imaginer d'autres incursions qui auraient mis à jour d'autres aspects d'une pensée. Un exemple : le platonisme de l'auteur des *Vergers sur la mer* est justement mis en valeur. Mais quid de son aristotélisme, voire de son thomisme ? Auguste Comte, autre exemple, est forcément cité, mais il manque une étude complète de l'influence du fondateur du positivisme sur le jeune *anarchiste* dans sa brousse parisienne, avec l'appréciation des rapports et des oppositions entre deux systèmes dont je persiste à penser

qu'ils sont d'essences très différentes. Précisément, c'est dans ce style de controverses qu'on peut détecter l'originalité d'un homme si passionné et se confronter avec lui. C'est pourquoi, j'ai beaucoup goûté la polémique anti-maurrassienne de Sarah Vajda à propos du romantisme féminin, bien qu'en désaccord avec elle sur le fond. Il est amusant mais aussi utilement provocant d'ériger le critique des *Amants de Venise* en précurseur des *Gender studies*. Surtout, l'enjeu de pareille joute est de révéler à quel point elle est existentielle et concerne d'abord la philosophie du langage. Celle justement qu'un Jacques Lacan a apprise de Maurras et qui fut un étonnant stimulateur pour sa réinterprétation de la psychanalyse. Et puisque nous avons évoqué Platon, il convient de comprendre la nature particulière de la démarche intellectuelle d'un théoricien qui n'a rien du froid dialecticien que l'on évoque parfois. Chez lui, la poésie et la philosophie viennent donner à l'analyse quotidienne une densité peu commune. Il faut que ce soit un Jean-François Mattéi, philosophe hellénisant, pour montrer comment « *le souci de Maurras est ontologique tout autant que politique,*

et qu'il conjoint la trame de l'être et la trame de la cité en un même principe, ce que dit le grec arché, à la fois commencement et commandement. Si le roi platonicien est celui qui commande de façon juste, en fonction de la diversité des hommes dont il assure l'unité par la loi, c'est parce qu'il est celui qui commence à tisser la chaîne des citoyens sur la trame de l'être. » Pour saisir cela, encore faut-il avoir lu un des plus beaux textes de l'amoureux de la Grèce, cette *amitié de Platon* qui prolonge heureusement la rhétorique supérieure d'*Anthinéa*.

Choisir au milieu de l'effervescence du *Cahier*, ce n'est heureusement pas exclure. C'est inciter à la découverte intégrale de tous les articles, qui, chacun dans son mode, permet de débusquer les aspects multiples d'un homme qui a attiré l'attention pour des motifs contrastés. Aussi on

verra que le jugement de l'immense T. S. Eliot qui voit dans l'auteur du *Conseil de Dante* « *une sorte de Virgile* » (c'était aussi l'opinion de Proust) ne recoupe pas exactement le portrait réalisé par Joseph Kessel, invité d'un soir à la maison du chemin de Paradis : « *Le théoricien, le doctrinaire est en vacances. Il ne reste plus que le philosophe amène et harmonieux qui manie, selon le rythme le plus assuré, sa langue, sa pensée et sa vie.* » Oui, il faut se persuader que ce lutteur implacable est aussi un poète qui vibre aux rythmes du monde mais aussi de sa vie intérieure, voire de ses amours. Ceux que révèle, de façon inédite, Nicole Maurras qui a exploré depuis longtemps la correspondance la plus personnelle de son oncle et a pu étudier des liens avec certaines évocations des poèmes de la *Musique intérieure*. Les yeux de Psyché sont les yeux même d'une jeune fille dont le poète fut éperdument amoureux. Il est amusant aussi d'apprendre que c'est aussi à cause d'un amour malheureux que Maurras inventa une épigramme latine, à propos de laquelle le cher Bernanos imagina des horreurs et quelques théologiens romains une inadmissible tendance manichéenne ! Stéphane Giocanti et Axel Tisserand, dont la compétence est bien connue, ont réalisé, avec cette somme, si riche un bel exploit littéraire.

📖 (1) L'Herne - « *Maurras* », (avec repères biographiques et cahier iconographique), prix franco : 39 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Antoine Compagnon, « *Maurras critique* » in *Revue d'histoire littéraire de la France* 2005/3 Vol. 105. Disponible en ligne : <http://www.cairn.info/revue-d-histoire-litteraire-de-la-france-2005-3-page-517.htm>



par Gérard Leclerc

Solitude

Jankiel a fui Paris la veille des rafles du Vel d'Hiv' pour chercher asile dans le terroir corrézien d'où sa femme Louise, sculpteur, est originaire. Là, tout le force à se fondre et disparaître. « *Homme, pianiste, polonais et juif...* », il vit un quadruple dépaysement.

Juif traqué par la machine exterminatrice. Pianiste qui n'a plus que sa mémoire et quelques partitions de Mozart, Chopin, Bartók, mais s'assoit jour après jour au clavier d'un piano *miraculeusement* disponible. Polonais subissant dans sa chair la torture que le nazisme inflige à l'Europe. Homme enfin sous toutes les coutures de son être en sourdine - héros et douloureux compositeur d'une *sonate du dépaysement*.

Les lignes qu'il trace chaque matin sur son cahier sont autant de frontières à son exil. À l'égard de Louise que la grossesse d'abord, puis brutalement la mort, lui dérobent. De leur petite fille qu'il apprivoise par la musique. Au sein du paysage qu'il sillonne frénétiquement, dont les saisons l'enlacent, le protègent ou dénoncent. Exil enfin dans la Résistance où la violence de l'Histoire l'entraîne à tuer comme les autres, dépossédé de tout, *au bord du ciel*.

Le roman que Maïca Sanconie offre à son pays natal, peut-être issu de sa propre mémoire, use d'une délicatesse puissante pour extraire de l'âme de son personnage une prose vibrante comme un accompagnement musical.

Luc de GOUSTINE

Maïca Sanconie - « *Le bord du ciel* », Quidam éditeur, prix franco : 17 €. [Achat immédiat](#)

La charge de l'État

En ce début de course à la présidentielle, rien de tel que la relecture de l'un des classiques de la littérature politique pour nous rappeler ce que pourrait être le candidat idéal et les qualités minimales requises.

Le *Testament politique* de Richelieu, dont Arnaud Teyssier vient de publier une nouvelle édition, est connu et disséqué depuis longtemps par les historiens modernistes (1). Pour nous, royalistes aspirant à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle ou pour le grand public passionné d'histoire politique, la relecture d'un ouvrage dont on a longtemps mis en cause l'identité de l'auteur - le procédé est classique pour nombre de grands textes (2) - livre quelques maximes trouvant d'heureux échos dans la France actuelle. L'œuvre émerge pourtant d'un contexte politique bien précis, celui du règne de Louis XIII, où cours duquel la réduction des factieux, grands du royaume ou défenseurs des intérêts de l'étranger, ceux d'une Espagne catholique et impériale en Europe même, est une urgence pour l'État moderne en lente maturation.

Richelieu écrit dans une France où même la mère du roi, Marie de Médicis ou son frère, Gaston d'Orléans, n'hésitent pas à jouer contre l'intérêt du souverain, monté très jeune sur le trône, après la mort d'Henri IV, le plus grand réconciliateur des Français. Gardons-nous cependant de toute nostalgie pour le XVII^e. Aux yeux de celui qui fut le principal ministre au cours de la deuxième moitié du règne du roi de France, les **peuples** pèsent comme quantités négligeables : « *il les faut compa-*

rer aux mulets qui, étant accoutumés à la charge, se gâtent par un long repos plus que par le travail », même s'il est vrai que « *les souverains doivent, autant qu'ils le peuvent, se prévaloir de l'abondance des riches avant que de saigner les pauvres extraordinairement* » (1^{ère} partie, chap. 4, section 5).

On l'aura compris, ce sont bien les figures du prince et de ses conseils qui sont au centre des réflexions du vainqueur des protestants de La Rochelle. À aucun moment, d'ailleurs, il n'est question de concevoir la société autrement que répartie en trois ordres depuis les temps que l'époque dit immémoriaux. « *Ce grand Royaume ne peut être florissant si V. M. ne fait subsister les corps dont il est composé en leur ordre, l'Église tenant le premier lieu, la noblesse le second et les officiers qui marchent à la tête du peuple le troisième* » (1^{ère} partie, chap. 6). Seul le roi gouverne, et c'est sur cette figure que Richelieu aiguise son regard.

Mais cela ne l'empêche pas de ne désirer autre chose qu'un gouvernement fondé sur l'usage de la raison et le souci de l'indépendance, car « *il n'y a point de prince en si mauvais état que celui qui, ne pouvant pas toujours faire par soi-même les choses auxquelles il est obligé, a de la peine qu'elles soient faites par autrui* » (1^{ère} partie, chap. 6). Le rôle des conseillers, qui est en débat pour encore quelques

décennies, jusqu'à la Régence du duc d'Orléans, qui suivra la mort de Louis XIV, est prétexte à montrer toutes les qualités qu'aujourd'hui encore on attend d'un bon dirigeant.

Sa capacité d'action « *requiert seulement bonté et fermeté d'esprit, solidité de jugement, vraie source de la prudence, teinture raisonnable des lettres, connaissance générale de l'histoire et la constitution présente de tous les états du monde, et particulièrement de celui dans lequel on est* » (1^{ère} partie, chap. 8, section 2). Nul doute que nombre de fonctionnaires sauront aujourd'hui se retrouver dans ce portrait, et que bien de supposés chefs d'États ou de candidats aux élections primaires de nos démocraties en mal de nouvelles républiques feront leur cette sentence et obtiendront l'adhésion de leurs concitoyens.

Une certaine tradition royaliste a longtemps considéré les grands serviteurs de l'Ancien Régime comme les agents d'un monde englouti qu'il ne s'agirait aujourd'hui que de restaurer. C'est en fait un monde en mutation que Richelieu nous aider à décrire et saisir.

Christophe BARRET

(1) Richelieu - « *Testament politique* », présentation d'Arnaud Teyssier, coll. Les Mémoires, Perrin, 2011, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

(2) Tel fut le cas pour le *Bréviaire des politiciens* de Mazarin. Préface de Umberto Eco, Arléa, 2007, prix franco : 8 €. [Achat immédiat](#)
(cf. [Royaliste n° 912, page 8, Bréviaire politique](#)).

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 27 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS 2012

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **17 et 18 mars 2012**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Les institutions face aux menaces sur la démocratie représentative**" et, d'autre part, "**Les politiques énergétiques pour la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Si vous partagez nos objectifs

Adhérez à la NAR !

Formulaire sur demande ou en ligne

<http://narinfo.voila.net/Adherer.htm>

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ **A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.**

◆ **La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.**

◆ **Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).**

● **Mercredi 2 novembre** - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 9 novembre** - Haut fonctionnaire, actuellement inspecteur général de l'Administration, **Arnaud TEYSSIER** est également un historien, que nous avons déjà apprécié comme biographe de Lyautey, Péguy, Louis-Philippe et pour l'essai qu'il a consacré à Richelieu.

Le fil directeur de son œuvre, c'est l'État, sa construction au cours de notre histoire, et les relations que les grands hommes entretiennent avec lui. L'« **Histoire politique de la V^e République** » qu'il nous présente est à la jointure de ces deux soucis. Elle est l'œuvre du général de Gaulle mais elle est clairement située dans l'histoire des institutions de la France ; elle porte sa marque mais la Constitution de 1958 autorise plusieurs lectures comme le Général l'avait prévu.

Comment Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy ont-ils compris et assumé la V^e République, tenté de répondre ou au contraire aggravé le malaise démocratique français ? Le débat sur ces

questions est d'une brûlante actualité.

● **Mercredi 16 novembre** - De livre en livre, nous avons suivi **Emmanuel TODD** dans la construction de son œuvre et voici qu'il publie le premier tome d'un ouvrage capital, fruit de quarante ans de travail sur les structures familiales et d'une enquête menée depuis plus de vingt ans sur « **L'origine des systèmes familiaux** ». Cette impressionnante recherche nous conduit en Chine, au Japon, en Inde, en Asie du Sud-Est, au Moyen Orient et en Europe. Elle permet d'identifier une forme originelle, commune à toute l'humanité : la famille nucléaire qui a été conservée en Europe et qui lui a permis pendant une brève période d'être à la pointe du développement alors qu'elle n'a inventé ni l'agriculture, ni l'élevage, ni la ville, ni le commerce, ni l'écriture, ni l'arithmétique.

Le travail d'Emmanuel Todd est un adieu au structuralisme de Lévi-Strauss, au terme d'un voyage dans l'histoire et dans la géographie qu'éclaire la science des cartes. C'est ainsi que « *au plus profond des temps historiques, nous allons simplement retrouver le présent* ».

● **Mercredi 23 novembre** - Directeur de recherches au CNRS, spécialiste des pays arabes du Moyen Orient, **Pierre-Jean LUIZARD** est notamment l'auteur d'un ouvrage de référence sur la question irakienne et d'un livre sur les laïcités autoritaires en terre d'islam qu'il nous avait successivement présentés.

Il revient parmi nous pour exposer les grandes lignes d'un ouvrage qu'il a dirigé et qui nous permettra de mieux comprendre les révoltes et les révolutions qui secouent ou déchirent maints pays arabes. Vingt-six chercheurs ont contribué à cette réflexion approfondie sur les « sociétés civiles »

musulmanes, arabes, turque, irakienne et sur les rapports complexes qu'elles entretiennent avec le politique, avec l'État, les ONG...

Ayant enrichi nos connaissances sur les sociétés étudiées, nous serons en mesure de mieux apprécier, grâce aux explications de Pierre-Jean Luizard, « **Les chances de la démocratie dans les pays musulmans** » et les risques auxquels ils sont confrontés.

● **Mercredi 30 novembre** - Chef du service de diabétologie à La Pitié-Salpêtrière, le professeur **André GRIMALDI** est, avec le professeur Olivier Lyon-Caen et d'autres spécialistes de la santé, l'auteur d'un « **Manifeste pour une santé égalitaire et solidaire** » qui a été signé par plus de cent médecins et personnalités.

La raison de cette mobilisation ? La destruction progressive de notre système de santé par les décisions ultra-libérales mises en œuvre depuis une décennie : le service public hospitalier est remis en cause, le financement des soins courants est en voie de privatisation, la médecine de ville est sinistrée.

Les auteurs du manifeste montrent que le « trou de la Sécu » est un mythe et qu'une autre politique est possible, selon des principes qui assureront l'accès de tous à des soins de qualité. Avec le professeur Grimaldi, ils veulent faire de la santé un enjeu du débat électoral : il est important de s'informer pour y participer en toute connaissance de cause.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La confusion des pouvoirs

Cette campagne pour l'élection présidentielle nous paraît très mal engagée. Les candidats à la primaire socialiste nous ont parlé des impôts, du nombre des professeurs, des emplois aidés, du déficit budgétaire et de bien d'autres sujets importants qui firent également l'objet de débats entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, entre Jacques Chirac et Lionel Jospin. Et François Hollande se prépare à défendre un long catalogue de mesures élaborées par des experts et destinées à séduire des catégories ciblées d'électeurs. Il en sera de même pour le sortant.

Ce comportement nous avait frappés en 2002 lorsque nous participions activement à la campagne pour Jean-Pierre Chevènement : il fallait avoir réponse à tous sur tout, du mariage des homosexuels à la politique industrielle en passant par la question, alors obsédante, de la sécurité sur la voie publique. Les nouveaux lecteurs s'étonneront sans doute de notre malaise : n'est-ce pas normal qu'un candidat annonce urbi et orbi ce qu'il va faire ? A droite, à gauche, nul ne remet en question cette volonté de conquérir l'Élysée grâce à un programme complet... de gouvernement.

Or cette volonté, tellement « normale » dans son expression, est en totale contradiction avec la lettre et l'esprit de notre Constitution. On nous dit, à droite, que l'élection présidentielle est le moment privilégié de la rencontre entre un homme et un peuple. C'est faire référence au général de Gaulle qui instaura notre monarchie élective dans laquelle le prési-

dent de la République doit être l'homme de toute la nation, son serviteur en charge de l'essentiel. Mais comment prendre en charge l'essentiel, à savoir le respect de la Constitution, l'arbitrage, la continuité de l'État, l'indépendance nationale, si l'on s'occupe de tous les aspects de la vie de la nation ? Le fardeau écraserait un génie ! Prétendre tout porter sur ses épaules, c'est le fantasme de l'autocrate qui a des effets désastreux pour les institutions et pour la nation.



Il y a confusion entre la fonction du président de la République et les responsabilités du Premier ministre et de son gouvernement. Notre régime politique a toujours été instable – il faudrait un arbitrage royal pour l'équilibrer – mais le quinquennat a considérablement aggravé les choses : la fonction présidentielle est pratiquement absorbée par une fonction « primo-ministérielle » qui a pris une forme caricaturale avec ce Nicolas Sarkozy qui intervient en tous domaines dans le parfait mépris de la séparation des pouvoirs (1).

Le candidat socialiste devrait dénoncer cette dérive autocrati-

que et nous entretenir des questions qui relèvent de sa responsabilité éminente : par exemple l'indépendance nationale donc la politique étrangère et de défense, plus précisément la présence militaire française en Afghanistan, la participation à l'Otan, la crise de l'Union européenne, la protection de l'économie nationale... Or tous les débats entre les candidats à la primaire ont porté sur les modalités du gouvernement de la France, non sur la manière dont la charge présidentielle doit être assumée dans le souci des intérêts vitaux de notre patrie. La question des institutions posée par Arnaud Montebourg (2) a été noyée dans les généralités et l'on continue à faire comme si le président de la République avait l'initiative des lois et la maîtrise, entre autres, du ministère des Finances, du ministère de l'Éducation nationale, du ministère des Affaires sociales.

Bien sûr, François Hollande se récriera : il nommera un gouvernement issu de l'Assemblée nationale ! Cela suppose que la gauche remporte les législatives – ce qui n'est pas mécaniquement assuré. Cela implique une conception pyramidale du pouvoir selon laquelle le chef de l'État, le chef du gouvernement et le chef du parti dominant sont hiérarchiquement liés. Le système de médiations que la V^e République a rendu possible s'en trouve dès à présent rejeté et l'autorité arbitrale sera une fois de plus sacrifiée à la volonté de puissance des individus et des partis. Pour une gauche qui affiche haut et fort sa conviction démocratique, c'est là un sacré paradoxe !

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir en page 2 l'article de Denis Cribier

(2) Cf. sur mon blog la chronique intitulée « Prendre Montebourg au sérieux » : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=3218>